

ROBERT BARCIA
alias **HARDY**

**LA VÉRITABLE
HISTOIRE DE
LUTTE
OUVRIÈRE**

Entretiens avec Christophe Bourseiller



Extrait de la publication

**La véritable histoire
de Lutte ouvrière**

**Robert Barcia,
alias Hardy**

**La véritable histoire
de Lutte ouvrière**

Entretiens avec Christophe Bourseiller

**DENOËL
IMPACTS**

**Ouvrage publié sous la direction
de Guy Birenbaum**

**© 2003, by Éditions Denoël
9, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
ISBN : 2-207-25422-4
B 25422.9**

Préface

Une famille méconnue

Pourquoi moi ?

Je ne suis pas membre de Lutte ouvrière. On pourrait s'étonner à bon droit de me voir préfacier un ouvrage d'entretiens avec Robert Barcia, dit Hardy. Ne serais-je au final qu'une « taupe » de LO, ou encore un discret « compagnon de route » ? Le lecteur verra qu'au fil des pages Hardy me critique, m'attaque, me persifle et que nos entretiens n'ont rien de complaisant.

La vérité est toujours plus simple que les ragots. Lorsque Robert Barcia m'a contacté de son propre chef, dans le dessein de réaliser le présent livre, je n'ai pas hésité une seconde. L'Union communiste (c'est le nom véritable de Lutte ouvrière) incarne à mes yeux une indéniable fidélité à des principes que je respecte.

Si je devais définir cette famille méconnue du trotskisme, j'emploierais spontanément trois termes : intégrité, discrétion et ténacité. Encore ce jugement louangeur n'est-il pas exempt de réserves. Lutte ouvrière n'est-elle pas en définitive une organisation terriblement austère et « grise », qui semble marquée depuis l'origine par un discutable goût du secret ?

On pourrait certes rétorquer que l'UC a toujours maintenu un cap invariable. En dépit des vents contraires, des marées montantes et des sirènes de la mode, elle est demeurée fidèle à un trotskisme pur ou, si l'on préfère, à un « communisme », que l'on peut estimer ou bien haïr, mais qui n'en demeure pas moins authentique.

C'est là que gît sans doute le malentendu. Voici Arlette Laguiller. Celle-ci multiplie les succès électoraux depuis les années soixante-dix et jouit d'une popularité plus grande que bien des ministres et autres secrétaires d'État. Mais la plupart des électeurs d'Arlette ignorent les méandres de la micro-histoire trotskiste. Que savent-ils de Lutte ouvrière et de son destin à part ?

L'Union communiste est aujourd'hui la cible de nombreuses attaques. Robert Barcia est particulièrement mitraillé. S'agit-il d'un « milliardaire » de l'industrie pharmaceutique ? Règne-t-il en despote sur une armée de moines-soldats ? L'Union communiste n'est-elle au fond qu'une secte politico-religieuse, composée de clones dociles maniant la langue de bois ?

Qu'en est-il en fin de compte de ce mystérieux groupe trotskiste, sur lequel courent tant de rumeurs baroques ?

Je voudrais en peu de mots situer les enjeux et retracer le destin d'un courant particulièrement méconnu. Sans doute percevra-t-on en fin de compte à quel point le « style politique » de l'Union communiste n'est pas dû au hasard.

Dans les premières années, notre récit se confond avec la vie d'un militant roumain nommé David Korner. Né le 19 octobre 1914 en Roumanie, mort le 6 septembre 1976 dans la région parisienne, David Korner adhère au Parti communiste roumain en 1933 et participe dès l'année suivante à la création d'un groupe trotskiste clandestin. Il s'installe en France à partir de 1936 et rallie le Parti ouvrier internationaliste. À la fin 1938, il soutient la thèse de l'adhésion collective au Parti socialiste ouvrier et paysan, de Marceau Pivert. Il rejoint effectivement le PSOP en février 1939, en compagnie d'un petit groupe trotskiste dont font partie Jean Rous et Yvan Craipeau. Il est membre du comité de rédaction de *La Voie de Lénine*, qu'édite ce groupe d'avril à juin 1939.

En septembre 1939, David Korner quitte le groupe pour des raisons incertaines, sans véritablement formuler de désaccord politique.

Il lance alors son propre cénacle. Il s'agit d'un cercle minuscule, rassemblant moins de dix personnes, qui se distingue par deux traits : un souci d'authenticité et une volonté de concentrer l'activité vers la classe ouvrière.

D'octobre 1939 à janvier 1940, Korner publie une feuille de propagande : *L'Ouvrier*. Le groupe n'a pas de nom. Ce n'est pas tout à fait fortuit. Cet anonymat correspond en réalité à un triple constat :

- 1) Les menaces staliniennes forcent les trotskistes à demeurer souterrains.
- 2) L'occupation allemande renforce le souci de prudence.

3) Korner ne cède jamais à un optimisme excessif. Il rejette les appellations ronflantes. Pas question de lancer « sur le marché » une nouvelle organisation, lorsqu'on ne représente en réalité qu'un noyau minuscule.

Nous touchons un point essentiel. À la différence de bien des groupuscules, qui pèchent par excès d'optimisme et ne cessent de claironner l'imminence du « Grand Soir », la famille regroupée autour de David Korner se distingue d'emblée par sa patience et sa modération. Ni paillettes ni dorures, mais la ténacité de militants opiniâtres, qu'aucun revers ne dégoûte jamais.

David Korner enterre sa véritable identité sous divers pseudonymes : Barta, Albert ou Mathieu. C'est le premier nom qui demeure le plus notoire. On se réfère ainsi au « groupe Barta ». Mais peu importent les noms propres. L'individuel n'est qu'une parcelle du collectif.

En octobre 1942, le « groupe Barta », qui intervient dans une clandestinité d'autant plus stricte que la plupart de ses membres sont juifs, lance une feuille de propagande, *La Lutte de classes*, qui se présente à l'origine comme l'organe du « Groupe communiste (IV^e Internationale) ». Le groupe intervient sous d'autres étiquettes : « Collection IV^e Internationale », ou « Un groupe de militants communistes ». Pendant la totalité du conflit, il dénonce les belligérants, appelle à la fraternité à la base, martèle les slogans communistes...

En octobre 1944, *La Lutte de classes* annonce l'existence d'une organisation nommée l'Union communiste (IV^e Internationale). Paris vient d'être libéré. La

presse renaît et toutes les opinions s'expriment. La naissance effective de l'Union communiste marque-t-elle dans ce contexte un « saut qualitatif », un « grand bond en avant », un « changement d'étape » ? Dans un texte interne de 1948, *La Politique ouvrière de l'UC (jusqu'à 1947)*, on glane ces lignes édifiantes : « L'UC existe depuis 1939 (déclaration de guerre) (...) Depuis sa formation, notre groupe a axé l'essentiel de son travail vers les ouvriers. »

Ainsi donc, l'UC a toujours existé ? En réalité, les sigles n'ont aucune importance. Seule prévaut l'intervention patiente et méthodique d'un groupe indifférent aux titres.

1944 est marquée par le retour progressif à une certaine légalité. Mais l'UC doit encore se défendre. En septembre 1944, Mathieu Bucholz est assassiné par des staliniens, tandis que Pierre Bois échappe de peu à la justice expéditive et orientée de certains FTP. 1944, c'est enfin l'année qui voit adhérer un jeune garçon nommé Robert Barcia. Mais peut-on réellement parler d'adhésion ? Le groupe ne compte pas plus d'une dizaine de personnes. On s'y adjoint, sans autre forme de procès.

Petit à petit, la discrète et marginale organisation progresse. Elle impulse çà et là des noyaux d'entreprise, qui tentent de secouer la fêrulle stalinienne. L'usine Renault-Billancourt devient un bastion. Non que le groupe trotskiste y soit pléthorique, mais parce qu'il est composé d'une poignée d'agitateurs déterminés, dont le plus talentueux est Pierre Bois. Tous les

révolutionnaires de Renault ne sont pas trotskistes. Il y a aussi des bordiguistes, des libertaires, des « ultra-gauche » antilélinistes. Ce qui les soude, c'est la volonté de résister aux staliniens. Depuis octobre 1945, l'Union communiste édite un « bulletin inter-usines », *La Voix des travailleurs*, qui est rédigé par Barta.

En avril-mai 1947, le noyau Renault parvient à mener la grande grève qui paralyse les usines de Billancourt. Dans la foulée de la grève, Bois et ses camarades lancent en juin 1947 un Syndicat démocratique Renault, qui devient dans l'entreprise une force importante.

L'Union communiste demeure minuscule. Elle détient pourtant maintenant un levier. C'est dans un tel contexte que couve une crise décisive. Deux sensibilités s'affrontent à partir de l'automne 1947 : une tendance dont Pierre Bois paraît être le leader et qui défend le bilan du Syndicat démocratique Renault ; et un groupe qui reste fidèle à David Korner.

En 1949, au terme d'un long et complexe débat interne, l'Union communiste se scinde en deux entités. Barta et les siens maintiennent l'Union communiste et poursuivent l'édition de *La Lutte de classes* jusqu'au 30 mars 1950. Le groupe sombre ensuite dans une certaine somnolence.

Quant au cercle de Pierre Bois, il demeure fidèle au travail à la base et poursuit faiblement ses activités, en usant d'un nouveau sigle : le Groupe révolutionnaire communiste. Il édite quelques bulletins : *Le Bulletin d'information et d'éducation* (n° 1, 3 janvier 1950), *La Lutte révolutionnaire* (n° 1, 3 décembre

1951), *Le Travailleur émancipé* (n° 1, avril 1953). Robert Barcia appartient au groupe de Pierre Bois.

À Renault, Bois et ses camarades ne restent pas inactifs. En liaison avec des antiléningistes membres de Socialisme ou Barbarie, ils lancent en mai 1954 un nouveau bulletin d'entreprise, qui rencontre un large écho : *Tribune ouvrière*.

Dans cette période, le groupe parvient à s'étoffer. Il diffuse dans plusieurs entreprises des bulletins *Tribune ouvrière*. Une dynamique paraît s'initier. Progressivement, les bulletins *Tribune ouvrière* cèdent la place à un réseau de feuilles d'usine : *Voix ouvrière*.

Plutôt qu'une organisation structurée, *Voix ouvrière* n'est au départ qu'une mouvance de petits noyaux. L'organisation *Voix ouvrière* n'est officiellement créée que le 24 novembre 1956. Elle regroupe une trentaine d'adhérents. Mais doit-on véritablement parler d'une « organisation » ? Les fondateurs restent fidèles à l'esprit et à la manière du groupe Barta : discrétion, pragmatisme, attachement à la base. David Korner ne l'entend pas de cette oreille. Il refuse de parrainer la nouvelle structure.

Dans un souci d'apaisement, Robert Barcia, Pierre Bois et les autres font cependant appel à lui. Ne pourrait-il oublier les rancœurs d'antan et s'agréger à la dynamique ? Il accepte finalement de publier une nouvelle série du bulletin *La Lutte de classes* (n° 1, 24 novembre 1956). Mais il se retire définitivement en 1957.

En 1960, *Voix ouvrière* édite d'ores et déjà trente-deux bulletins d'entreprise, auquel s'ajoute, en 1962, un journal national éponyme. Le sigle de l'Union

communiste n'a pas disparu pour autant. Il apparaît dans les publications internes. Voix ouvrière n'est qu'une façade, une étiquette commode, un sigle. Elle se développe avec régularité tout au long des années soixante.

Mai 1968 déboule comme un coup de tonnerre et modifie la donne. Le 12 juin 1968, la plupart des organisations d'extrême gauche sont interdites par le gouvernement. Voix ouvrière n'échappe pas à la règle. La mesure paraît cependant bien inutile, puisque Voix ouvrière... n'existe pas. Peut-on dissoudre un sigle ? En vingt-quatre heures, les feuilles d'entreprise changent de nom. Exit *Voix ouvrière*. Place à *Lutte ouvrière*.

Dans son *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours*¹, Roland Biard observe que Lutte ouvrière est « probablement la plus mal connue des organisations de l'extrême gauche ». Il la dépeint avant tout comme « ouvrière » et « bolchevique ». Le trait est un peu forcé, mais il vise juste.

Car l'Union communiste revendique la plus rigoureuse des orthodoxies léninistes et endosse à sa façon l'héritage du mouvement communiste. Elle est cependant confrontée à une situation entièrement nouvelle. À l'instar de la plupart des mouvements trotskistes, elle bénéficie des retombées de mai 1968 et voit affluer de jeunes recrues, certes pétulantes, mais fort instables.

1. Roland Biard, *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours*, Pierre Belfond, Paris, 1978.

Or l'UC n'a rien d'un groupe soixante-huitard. Elle refuse de s'implanter dans les facultés et s'intéresse peu aux revendications « désirantes » des scolaires, visant à révolutionner la vie quotidienne et à accéder aux dortoirs des filles. Elle n'altère en aucune façon son « style ». Contre toute attente, cette indifférence aux vents de la mode va se révéler payante.

Dans *Le Mouvement trotskiste en France*, Yvan Craipeau observe que Lutte ouvrière « est le seul groupe “ trotskiste ” à base prolétarienne, qui progresse à partir de l'expérience des luttes vers une stratégie d'ensemble ¹ ».

La montée en puissance de l'Union communiste est lente et discrète. Elle s'amorce en 1968. Mais il faut attendre les années quatre-vingt pour la voir réellement progresser, dans une période où de nombreux groupes issus de Mai périssent ou s'effondrent.

Quoi qu'il arrive, Lutte ouvrière demeure fidèle à la base et poursuit son patient travail d'implantation dans les entreprises. À partir de 1970, elle développe en parallèle un activisme politique relativement classique. Elle participe notamment à la plupart des consultations électorales, partielles ou nationales.

1973 est à marquer d'une pierre blanche. Lors des élections législatives, la porte-parole de l'organisation trotskiste est une employée du Crédit Lyonnais, parfaitement inconnue du public : Arlette Laguiller.

1. Yvan Craipeau, *Le Mouvement trotskiste en France*, Éditions Syros, Paris, 1971.

En 1974, Arlette Laguiller se présente aux élections présidentielles. Elle est la seule candidate, dans un scrutin dominé par le genre masculin, et recueille un score remarquable : 2,33 % des suffrages.

L'Union communiste ne crie pourtant pas victoire. Comme à l'accoutumée, elle ne verse ni dans le triomphalisme ni dans le messianisme, et apprécie avec prudence les résultats électoraux. Le score de 1974 témoigne certes d'une percée significative. Mais Lutte ouvrière demeure une formation marginale. Dans les années soixante-dix, la classe ouvrière est encore acquise au Parti communiste. La direction de l'Union communiste a en outre remarqué que Lutte ouvrière avait déjà recueilli lors des législatives de 1973 une moyenne de 2,29 % des voix, dans les circonscriptions où elle s'était présentée.

Quoi qu'il en soit, la percée est réelle. L'Union communiste s'enracine dans le paysage politique.

Il s'agit bel et bien d'un mouvement de « marathoniens », qui parient sur le long terme, en s'appuyant non seulement sur le charisme d'Arlette Laguiller, mais encore sur un patient labeur de fourmi, au cœur des entreprises et des quartiers.

À partir de 1981, l'audience et l'impact de Lutte ouvrière ne cessent de se renforcer. L'organisation bénéficie successivement de la déception d'une partie du « peuple de gauche » après l'élection de François Mitterrand en 1981, puis de l'écroulement de l'Union soviétique, qui coïncide avec la chute du PCF...

Lors de l'élection présidentielle de 1995, Arlette Laguiller rassemble 5,30 % des suffrages. Jamais un

groupe trotskiste n'a encore affiché un tel score. Le Parti communiste est directement « menacé » sur sa gauche. C'est son électorat qui bascule principalement.

À bien des égards, Lutte ouvrière représente maintenant une menace. Ne pourrait-elle exercer un « pouvoir de nuisance », préjudiciable aux partis de « l'arc constitutionnel » ? Des rumeurs de plus en plus insistantes courent les rédactions. Le dirigeant de Lutte ouvrière, Robert Barcia, serait-il en réalité un « businessman » de l'industrie pharmaceutique ? L'Union communiste fonctionne-t-elle à la façon des « sectes religieuses » ? Prohibe-t-elle les enfants ? Interdit-elle en son sein tout débat démocratique ?

Alors même que Lutte ouvrière fait l'objet d'un nombre grandissant d'attaques, Arlette Laguiller apparaît comme un personnage populaire. On la voit dans les magazines « people ». Elle passe à la télévision, à la radio et ne refuse pas les émissions de variétés.

Lors des élections européennes de 1999, la liste commune Lutte ouvrière-Ligue communiste révolutionnaire recueille encore 5,18 %. Arlette Laguiller obtient enfin 5,72 % à la présidentielle de 2002.

Paradoxe Lutte ouvrière. La voici archi-commentée et parfois calomniée. Mais que sait-on réellement d'un courant de pensée qui plonge ses racines non dans l'extrémisme religieux, mais dans la plus stricte orthodoxie communiste ?

L'Union communiste n'est évidemment pas une « secte » au sens où l'on évoque des sociétés religieuses fermées, exerçant sur leurs membres d'intolérables pressions psychologiques ou financières.

Il s'agit d'un mouvement politique, qui s'est constitué dans la période la plus noire de notre histoire et a résolu de faire face, contre vents et marées, dans le but de s'inscrire dans la durée.

L'Union communiste est tributaire de son histoire. Elle s'inscrit certainement dans une lignée singulière.

À la différence des autres groupes trotskistes français (Ligue communiste révolutionnaire, Organisation communiste internationaliste...), elle est toujours restée fidèle à une certaine pénombre.

Par choix. Par souci d'assurer la sécurité de militants exposés à la vindicte éventuelle de leurs employeurs. Par devoir de mémoire.

Le long terme. Tel est l'horizon. Les individus passent et les sigles trépassent. J'ai été frappé par la modestie de Robert Barcia. Il ne se prend pas pour un vétéran. Il n'est pas escorté par une escouade de gorilles. Appartient-il à une espèce révolue ? Est-il le dernier dépositaire d'un idéal ?

Peu importe, au fond. L'Union communiste n'a manifestement pas l'intention de s'arrêter en chemin. Le temps ne joue-t-il pas en sa faveur ?

CHRISTOPHE BOURSEILLER

1.

Pourquoi ce livre

CHRISTOPHE BOURSEILLER : *Vous ne souhaitez pas, m'avez-vous dit, que l'ouvrage se cantonne au genre biographique. Il existe pourtant à votre égard une grande curiosité. Cela m'amène naturellement à la première question : pourquoi prenez-vous aujourd'hui la décision de vous confier à quelqu'un qui n'est ni membre de Lutte ouvrière, ni même trotskiste ? Pourquoi vous exposez-vous à la lumière, alors que vous pourriez très bien vous maintenir dans cette pénombre qui fascine tant les journalistes ?*

ROBERT BARCIA : Je dois dire que la pénombre est très relative. Je ne fais pas de déclarations à la presse, mais je ne me cache pas. On peut, tous les ans, me voir circuler dans les allées de la Fête de Lutte ouvrière et bavarder avec un militant, un sympathisant, un ex-camarade ou un autre. Nombre de ceux-là me connaissent bien, certains depuis trente ans et plus. Et si les journalistes l'avaient voulu, cela fait longtemps qu'ils auraient pu me rencontrer.

En fait, ils ne s'intéressent à moi que depuis une date récente et, vraiment, par le petit bout de la lorgnette.

C.B. : Encore aurait-il fallu qu'ils vous découvrent. J'ai moi-même longtemps ignoré votre existence.

R.B. : Qu'est-ce que cela prouve ? Les journalistes ont-ils cherché, en mai 1968 et plus tard, qui dirigeait Voix ouvrière ? Ont-ils demandé à Pierre Frank, à Pierre Lambert¹, à Alain Krivine, qui ils connaissaient parmi les dirigeants de Voix ouvrière ? Arlette Laguiller alors n'était absolument pas connue. Se sont-ils intéressés à ce qu'était devenu Pierre Bois, le plus ancien de notre organisation, celui sans lequel elle n'aurait pas pu voir le jour, celui qui a dirigé la grève des usines Renault en 1947 – grève qui a fait chasser les ministres communistes du gouvernement ?

Par la suite, c'est la presse qui a médiatisé Arlette Laguiller. En dehors d'Arlette Laguiller, les journalistes se sont-ils intéressés aux autres dirigeants de Lutte ouvrière ? Non ! À chaque fois qu'un journaliste souhaitait une interview d'Arlette Laguiller et qu'on lui répondait qu'elle n'était pas libre parce qu'elle travaillait mais qu'il pouvait rencontrer un autre responsable, le journaliste battait en retraite. Quant à Pierre Bois, aucun journaliste ne s'est jamais intéressé à lui. Pourtant son nom a toujours figuré dans l'annuaire. Ils auraient pu lui demander, en 1974 ou après, si ce n'était pas lui qui était « derrière » Arlette. Ils ne l'ont pas fait.

Si les journalistes s'étaient alors intéressés aux dirigeants de Lutte ouvrière, j'aurais sûrement répondu

1. Pierre Frank : principal dirigeant de l'organisation trotskiste à laquelle avait adhéré Alain Krivine. Pierre Lambert : l'actuel dirigeant du Parti des travailleurs.



Ce logo a pour objet d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du « photocopillage ».

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Cette pratique qui s'est généralisée, notamment dans les établissements d'enseignement, provoque une baisse brutale des achats de livres, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que la reproduction et la vente sans autorisation, ainsi que le recel, sont passibles de poursuites. Les demandes d'autorisation de photocopier doivent être adressées à l'éditeur ou au C.F.C., Centre français d'exploitation du droit de copie : 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris. Tél. : 01 43 26 95 35.

Imprimé en France

Dépôt légal : janvier 2003

N° d'édition : 123610 N° d'impression : 62966

On dit de lui qu'il est « le gourou » d'Arlette Laguiller. Certains voient même en lui « le despote invisible de Lutte ouvrière ».

Pour la première fois, Robert Barcia — alias Hardy —, l'un des principaux dirigeants de Lutte ouvrière, prend la parole et révèle à Christophe Bourseiller l'essentiel de son parcours militant depuis l'époque de l'Occupation.

Robert Barcia revient ensuite sur de nombreuses questions d'actualité sans hésiter à décrypter le fonctionnement interne de Lutte ouvrière. Il raconte notamment dans quelles circonstances Lutte ouvrière a recruté, puis décidé de présenter Arlette Laguiller à l'élection présidentielle dès 1974.

Il répond également longuement sur les attaques dont il fait l'objet. Est-il un « businessman de l'industrie pharmaceutique » ? Lutte ouvrière est-elle une secte prohibant le couple ? Pourquoi Arlette Laguiller a-t-elle refusé de rejoindre le « Front républicain » pro-Chirac entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002 ?

À toutes ces questions posées sans complaisance, Robert Barcia répond sans jamais se dérober, racontant pour la première fois, en détail, l'histoire méconnue et souvent étonnante de l'Union communiste, le nom politique de Lutte ouvrière.

Robert Barcia est membre de la direction politique de Lutte ouvrière.

Christophe Bourseiller, écrivain et journaliste, est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages parmi lesquels Les Ennemis du système (Robert Laffont, 1989), Les Maoïstes (Plon, 1996), Vie et mort de Guy Debord (Plon, 1999).

B 25422.9  02.03
ISBN 2.207.25422.4
17 €

